

Les libéraux s'engagent à nationaliser les services ferroviaires de voyageurs

par Fay LaRivière

CORNWALL (PC) — Le gouvernement libéral, s'il est réélu, procédera à la création d'une société canadienne des transports des voyageurs, qui aurait la responsabilité de tous les services de trains de voyageurs à travers le Canada, responsabilités présentement assumées par le Canadien National et le Canadien Pacifique, a annoncé le premier ministre Trudeau, hier à Cornwall.

La nationalisation du service-passagers

du CP nécessite la ratification du Parlement. Le coût de la nationalisation n'a pas été annoncé, mais ne devrait pas être très élevé, puisque les compagnies disent que ces services sont déficitaires, selon le collaborateur du premier ministre.

Cette société d'Etat aura pour mission, au cours d'une première phase, d'améliorer la qualité et la fréquence des services existants et d'assurer avec la collaboration des provinces, de bons services d'au-

tobus dans les régions où le système de transport actuel laisse à désirer.

Le deuxième champ d'action de la société nationale sera d'établir un service de trains rapides pour voyageurs. Selon un document remis à la presse, les études porteront en particulier sur le corridor Québec-Windsor passant par Montréal et Toronto et son prolongement dans les Maritimes, sur les lignes desservant Montréal, Ottawa et Toronto, et sur d'autres

services tels que la ligne Edmonton-Calgary.

Selon les évaluations actuelles, ces projets coûteraient \$500 millions en cinq ans.

Présentement, le service-passagers est assuré en partie par le service national du CN et la société privée CP. Dans les deux cas, les services-passagers sont déclarés déficitaires, même sur des lignes comme Toronto-Montréal, et sont subventionnés à raison de \$100 millions par année sur

avis de la Commission canadienne des transports.

Selon le programme annoncé mardi, le gouvernement prévoit également dépasser \$100 millions en cinq ans pour encourager les sociétés canadiennes à fabriquer des équipements, des appareillages, des systèmes et des véhicules de transport interurbain de haute qualité, et spécialement adaptés aux besoins du Canada.

Enfin, un gouvernement libéral établi-

rait un "service transcontinental de luxe qui viendrait s'ajouter aux services actuels". La clientèle actuelle des transcontinentaux est principalement constituée de touristes américains.

Egalement un service de "super-autobus" serait en outre créé pour relier entre elles les villes canadiennes d'importance moyenne.

Le but général de cette nouvelle politique

Voir page 6: Les libéraux

Cloutier est sûr de vaincre l'opposition multiforme

par Gilles Lesage

QUEBEC — Rien de ce qui se passe autour du projet de loi (bill 22) sur la langue officielle ne surprend le ministre de l'Éducation ou ne trouble sa belle assurance: M. François Cloutier est sûr de venir à bout de l'opposition multiforme qui se manifeste jusqu'au sein du conseil des ministres, et est confiant de faire adopter son projet avant l'ajournement de l'Assemblée nationale.

Il l'a répété aux députés ministériels réunis hier en caucus extraordinaire sur le sujet, il l'a redit ensuite aux reporters, désireux d'obtenir ses commentaires sur les déclarations de trois de ses collègues, MM. Jérôme Choquette, Victor Goldbloom et Jean Bienvenue.

Selon le ministre de l'Éducation, les propos de ses collègues (de la Justice à l'encontre du libre choix de la langue d'enseignement, des Affaires municipales sur l'avenir de la langue anglaise, et de l'immigration, qui demande que la mise en oeuvre du bill 22 soit retardée) ne mettent pas en cause la solidarité ministérielle. "Nous n'avons jamais pensé, dit-il, que tous les membres du caucus, que tous les membres du cabinet, devaient être sur la même longueur d'ondes, qu'ils devaient tous être moulés dans le même moule".

L'opposition presque unanime des francophones et des anglophones au bill 22, pour des raisons différentes, n'a pas de quoi surprendre le ministre, qui l'avait d'ailleurs prévue. Les premiers estiment que le gouvernement ne va pas assez loin, les seconds qu'il va trop loin, explique-t-il. Cela était prévu et inévitable. Il se fait fort de répondre aux uns et aux autres en temps opportun, c'est-à-dire lors de l'étude des principes du bill en deuxième lecture et lors de son examen article par article. Entre-temps, il se propose de continuer à prescrire comme il le fait depuis une semaine sa Commission parlementaire, se refusant à intervenir sur les questions de fond.

M. Cloutier dit qu'il demeure "intraitable" sur les principes, tout en étant "souple" sur les modalités, tout en se refusant à en faire le partage à ce moment. Tout au plus répète-t-il que le grand principe du bill, à ses yeux, c'est que le français doit être la première langue au Québec, la langue prioritaire partout où c'est possible, tout en tenant compte des droits individuels.

Les débats de la commission parlementaire, note-t-il, ne font que révéler au grand jour une "division" qui existe déjà entre les francophones et les anglophones. Or le gouvernement cherche une solution raisonnable et réaliste qui s'applique à la fois à la majorité et à la minorité, pas seulement à l'un ou l'autre groupe comme on le souhaite souvent dans les mémoires. Il serait plus facile, dit-il, de légiférer dans les seuls intérêts de la majorité — tout blanc d'un côté, tout noir de l'autre.

Voir page 6: Cloutier

■ En page 6, la chronique du bill 22



A l'issue de la séance inaugurale de la session de printemps de l'OTAN, dans les édifices du Parlement canadien, la chaleureuse poignée de mains échangée entre le premier ministre, M. Trudeau, et le secrétaire d'Etat américain, Henry Kissinger. (Téléphoto CP)

Déblocage sur la consultation L'Alliance atlantique aura aujourd'hui sa déclaration d'Ottawa

OTTAWA — Le dernier et pratiquement le seul obstacle à l'adoption de la Déclaration d'Ottawa destinée à adapter la charte atlantique aux réalités nouvelles, a été levé hier dans la capitale canadienne dès la séance de l'après-midi. C'est ainsi que les proches collaborateurs du secrétaire d'Etat américain, Henry Kissinger, et du ministre français des Affaires étrangères, Jean Sauvagnargues, parvenaient à mettre au point le texte sur le point-clé de la consultation entre alliés atlantiques qui prendra sa place au paragraphe onze de la Déclaration atlantique.

La session de printemps de l'OTAN s'était ouverte le matin dans la salle du Sénat et, d'entrée de jeu, le thème de la consultation était lancé, procédure sur laquelle il existait des divergences entre Paris et Washington.

Toutefois, c'est le secrétaire d'Etat,

Henry Kissinger, qui devait débloquent la situation en renonçant, dans son intervention au Conseil ministériel, au caractère obligatoire et juridique de la procédure de consultation. M. Kissinger a dit son accord avec les propos de son collègue français qui avait déclaré, quant à lui, que si les consultations souhaitées constituaient un élément essentiel de la cohé-

sion atlantique, elles devaient se poursuivre dans un esprit d'amitié et de coopération entre alliés.

L'importance du nouveau texte avait été soulignée en lever de rideau par le secrétaire général de l'OTAN, M. Joseph Luns.

M. Luns a déclaré que le conseil de l'OTAN avait devant lui une déclaration presque achevée qui comporte des engagements nouveaux au sein de l'Alliance en termes militaires et politiques qui renforcera les liens existant entre l'Amérique du Nord, l'Europe et le Canada et qui prévoit des consultations pratiques et efficaces.

Outre M. Sauvagnargues qui intervenait pour la première fois devant le conseil atlantique, MM. Mario Soares, (Portugal) et Hans Dietrich Gensher (Allemagne fédérale) devaient faire aussi leur "première" devant l'OTAN.

M. Mario Soares, dont l'intervention était très attendue depuis le changement de régime à Lisbonne, a déclaré que son gouvernement poursuivait trois objectifs: consolidation de la démocratie, décolonisation, accélération du développement économique pour stabiliser la vie sociale

Voir page 6: L'Alliance

Pour contrer la "margomanie", le PC fait appel à Diefenbaker

OTTAWA (LE DEVOIR) — Inquiet par la progression plutôt décevante jusqu'ici de la campagne conservatrice — et en particulier par l'apparente incapacité de M. Robert Stanfield à effectuer son décollage — l'état-major cherche à conscrire l'ancien premier ministre Diefenbaker pendant les trois semaines qui les séparent du 8 juillet.

M. Diefenbaker, dont la réélection est assurée dans son fief de Prince-Albert, est arrivé à Ottawa hier pour conférer avec l'entourage de M. Stanfield. Les stratégies du parti lui auraient proposé de participer à la campagne nationale, en effectuant une tournée dans les régions du pays où son image demeure le plus rentable, comme les provinces de l'Ouest et les régions rurales de l'Ontario.

Rappelons que, jusqu'à la semaine dernière, M. Stanfield n'avait pas réussi à rassembler des foules aussi importantes que M. Trudeau dans ces

régions, ni à semer l'enthousiasme requis pour que la campagne conservatrice prenne vraiment son élan et permette aux indécis de miser sur une victoire conservatrice. Au surplus les stratégies conservatrices, plus conscientes que quiconque de l'image falote et vacillante que projette leur chef, se sont alarmées de la vigueur du chef libéral sur les hustings et surtout de la présence à ses côtés de Mme Trudeau ainsi que de l'attrait évident de celle-ci pour la presse et les badauds. Or, on n'est pas sans savoir, chez les conservateurs, que l'électorat non politisé est fort sensible aux belles images et aux slogans ronflants.

En ramenant sur les hustings le vieux lion des Prairies, les Tories chercheraient donc à contrer, dans une certaine mesure, la "Margomanie" qui les obsède. Au départ, M. Diefenbaker, qui n'a jamais cessé de se sentir en rivalité avec M. Stanfield, n'aurait pas reçu cette proposition d'un très

bon oeil — mais pour la "cause" il se serait finalement laissé convaincre.

L'itinéraire de M. Diefenbaker n'est pas définitif, mais le vieux chef tory a accepté de parler d'abord aujourd'hui en Ontario, dans le comté de Hamilton-Wentworth en faveur de son ancien adjoint exécutif, M. Sean O'Sullivan.

Un porte-parole du parti a fait savoir que M. Diefenbaker a choisi lui-même les comtés qu'il visitera. Il doit se rendre dans un comté de l'île du Prince-Édouard et dans quelques comtés de la Colombie-Britannique.

C'est la première fois depuis qu'il a quitté la direction du parti progressiste-conservateur en 1967, alors qu'il fut remplacé par M. Stanfield, que M. Diefenbaker accepte de participer à la campagne électorale nationale. Dans les élections précédentes il n'avait visité que quelques comtés où les candidats lui plaisaient particulièrement.

La session qui découvrit un Portugal démocratique

par Claude Lemelin

OTTAWA — C'est moins l'adoption d'une déclaration de principes, dont les virgules auront suscité jusqu'en fin de journée hier bien des ergotages entre Français et Américains, que la présence d'un Portugal en instance de démocratisation, qui aura rendu remarquable et peut-être mémorable la conférence ministérielle de l'OTAN qui s'est ouverte hier à Ottawa.

Conférence qui en serait autrement une de routine, même si elle marque le 25e anniversaire de l'Alliance atlantique, même si elle suit de peu le tour de force diplomatique de Henry Kissinger au Proche-Orient, même si elle précède de peu le séjour à Moscou, capitale de l'autre superpuissance, d'un président Nixon qui cherche désespérément dans la "détente" et autres ersatz diplomatiques l'antidote de son Watergate.

Certes, il convenait de rechercher, en cette année anniversaire d'une alliance dont tous les membres disent souhaiter le maintien, les moyens de juguler à l'avenir les tensions qui ont opposé ces derniers temps Washington à ses partenaires européens. Mais c'est au hasard d'un coup

d'Etat réalisé par des militaires armés par elle que, par un faux paradoxe, l'OTAN doit le symbole qu'il fallait pour marquer l'expression du nouveau ministre portugais des Affaires étrangères, M. Mario Soares, qui a avoué son inconfort à siéger à la même table que le ministre grec Spyridon Tetenes et à dire combien il réprouvait l'appui accordé pendant si longtemps par les alliés au régime fasciste de Salazar et Caetano. ("J'étais en prison, rappellerait-il sans amertume, quand le Portugal a été admis à l'OTAN").

"Le Portugal serait à même, aujourd'hui, de signer à nouveau le Traité, cette fois-ci dans une attitude de totale loyauté et de bonne foi, ce qui n'a pas été le cas auparavant. M. Soares avait-il déclaré en matinée à ses collègues. Le Portugal apposerait sa signature au bas de la déclaration atlantique projetée en totale cohérence avec lui-même dans une attitude pleine de netteté, sans réserves mentales d'aucune sorte, ouvert qu'il est à la pleine acceptation des hauts principes qui font la grandeur de la civilisation qui est la nôtre".

Et encore: "Je ne suis donc pas un ministre successeur d'un autre ministre lors d'un changement ordinaire de gouvernement (devant un conseil où les figures nouvelles sont nombreuses); représentant d'un Portugal libre et démocratique, ouvert aux vents du progrès et respectueux du droit à l'autodétermination des peuples".

Voir page 6: Le Portugal

Pour les garderies, des prestations proportionnées au revenu des parents

par Gérald LeBlanc

QUEBEC — Le gouvernement du Québec a décidé de faire un premier pas vers le financement de la garde des enfants en accordant des prestations proportionnées au revenu des parents.

Le programme annoncé hier par M. Claude Forget et Mme Lise Bacon, titulaire et ministre d'Etat aux Affaires sociales, entrera en vigueur le 1er juillet et entraînera des déboursés de \$5 millions.

L'aide ne sera accordée aux enfants fréquentant les garderies privées que jusqu'au premier juillet 1975. A partir de cette date, ces établissements devront se transformer en garderies coopératives ou sans but lucratif, s'ils veulent continuer à participer au programme gouvernemental.

Mlle Bacon a décrit également les familles pour qui les services de garde sont prioritaires. Ce sont les familles à parent unique; les familles où les deux parents travaillent; les familles où un parent travaille et l'autre est dans l'incapacité de le faire; les familles dont les enfants ont besoin de services de garde en raison de besoins sociaux, médicaux et éducatifs identifiés par un professionnel.

Il existe présentement 8.000 places dans les garderies au Québec, dont plus de 1.200 ne sont pas occupées, selon les renseignements obtenus par Mme Bacon. C'est donc bien peu en comparaison des 30.000 places requises, selon l'affirmation même du ministre, et en comparaison des quelque 450.000 enfants québécois dont

l'âge varie entre 2 et 5 ans.

Comme il l'a fait pour les foyer nourriciers et les centres d'accueil pour enfants handicapés, le ministère des Affaires sociales a décidé de verser des prestations aux parents plutôt que de subventionner directement les garderies.

Ces prestations varieront suivant le niveau de revenu des parents, qui devront de toute façon défrayer le premier dollar exigé par les garderies. Seules les familles dont le revenu annuel ne dépasse pas \$5.200 auront droit au maximum de \$5 par jour, par enfant.

Si le revenu familial dépasse ce niveau, l'aide du ministère diminuera de \$0.25 par jour, par enfant, pour chaque \$130 additionnel au revenu annuel. C'est donc

dire que les parents d'un enfant unique n'obtiendront aucune aide gouvernementale, si leur revenu annuel dépasse \$7.800. Les parents gagnant plus de \$10.400 ne recevront rien pour la garde de leurs deux premiers enfants et ceux dont le revenu annuel dépasse \$13.000 ne recevront rien même s'ils font garder trois de leurs enfants.

Le programme annoncé hier se limite aux garderies de jour. Mlle Bacon indiquait en effet que les services de garde en milieu familial ne seront pas développés dans l'immédiat.

Quant à la garde en milieu de travail, Mlle Bacon indiquait qu'elle continuera de faire l'objet de discussion avec le minis-

Voir page 6: Garderies

LE RESTAURANT JARDIN DU RITZ

LE JARDIN EST EN FLEURS

HÔTEL RITZ-CARLTON

Pour réservations:

842-4212

Université du Québec

JEUDI le 20 juin

CAHIER SPÉCIAL SUR L'UQAM

Construction

Québec accorde un délai de 48 heures pour régler le conflit

QUÉBEC — Le premier ministre du Québec accorde un délai de 48 heures, c'est-à-dire jusqu'à 15 heures demain, pour ramener à la normale la situation dans le monde de la construction.

Sinon, le gouvernement interviendra pour apporter une "solution rapide" au

conflit, qui paralyse les chantiers depuis environ deux semaines.

Voilà l'avertissement servi, hier, à l'Assemblée nationale, par M. Robert Bourassa, qui a cependant refusé de préciser les mesures que le gouvernement pourrait prendre.

"J'ai communiqué, a-t-il dit, il y a quelques instants avec le ministre du Travail, qui poursuit ses efforts, et nous avons convenu que, si, d'ici 48 heures, la situation n'était pas rétablie normalement, le gouvernement prendra tous les moyens nécessaires pour apporter une

solution rapide à la situation".

C'est en réponse à une question du député péquiste de Maisonneuve, M. Robert Burns, que M. Bourassa fournissait ces explications.

M. Burns voulait ensuite savoir quel genre de mesures le gouvernement envi-

sageait: le recours aux lois existantes ou l'utilisation de moyens exceptionnels, comme l'intervention de la Sûreté du Québec ou l'adoption d'une loi spéciale.

Le ministre du Travail, M. Jean Cournoyer, fera rapport ce soir au Conseil des ministres et c'est alors que le gou-

vernement déterminera les moyens à prendre, lui répondait M. Bourassa.

Même s'il était indiqué avec un ton tenant beaucoup plus de l'avertissement que de l'ultimatum, le délai fixé par M. Bourassa laisse poindre un éventuel re-

Voir page 6: Construction

La FTQ veut négocier directement avec les entrepreneurs sympathiques à sa cause

par Gilles Provost

Dénouant la "non-représentativité" des associations patronales de l'industrie de la construction, la FTQ a annoncé hier sa décision de négocier directement avec les entrepreneurs individuels parce que ces derniers seraient "beaucoup plus sympathiques aux demandes justifiées des travailleurs" que les dirigeants des associations patronales.

Le président de la FTQ, M. Louis Laberge, et le directeur du Conseil provincial des métiers de la construction, M. André Desjardins, ont même promis aux entrepreneurs qu'ils n'entendraient plus parler de fiers-à-bras et qu'ils découvriraient que tout ce qui est écrit à ce sujet est loin d'être vrai. "Aussitôt que nous aurons commencé à négocier sérieusement avec les employeurs, les relations de travail ne ressembleront plus à une jungle", ont-ils dit.

Au sujet de la menace d'une intervention gouvernementale si le conflit ne se règle pas dans les 48 heures, M. Laberge et M. Desjardins ont dit espérer que le gouvernement forcerait les deux parties à négocier et ils se sont dit convaincus que

nulle loi ne pourra régler le problème actuel.

"Nous sommes prêts à reprendre le travail dès demain matin si les entrepreneurs veulent rouvrir les chantiers, a lancé M. Laberge, mais je ne peux pas prédire ce qui se passera si les travailleurs ne sont pas satisfaits".

Les leaders de la FTQ ont fortement insisté sur l'unanimité de leurs troupes et

sur le militantisme des travailleurs qui seraient décidés à aller jusqu'au bout pour obtenir gain de cause. Ils en ont profité pour tourner en ridicule la thèse des employeurs selon laquelle il n'y aurait qu'une centaine de fiers-à-bras qui feraient régner la terreur sur tous les autres employés désireux de travailler. Ils ont même suggéré au gouvernement d'emprisonner cette centaine de présumés fiers-

à-bras pour voir si la situation reviendrait à la normale.

Les leaders de la FTQ ont aussi fait état des quelques assemblées qui ont unanimement voté en faveur de l'action entreprise par la FTQ. Comme les représentants de la FTQ persistent en même temps à parler d'un "lock-out patronal", certaines assemblées ont été contraintes à des acrobaties extraordinaires. Par exemple, on a dénoncé ce lock-out qui brime les travailleurs tout en décidant de le respecter et même de le "maintenir" en ne se présentant pas au travail.

De leur côté, les associations patronales ont annoncé hier leur décision de ne pas faire annuler les chèques de vacances qui ont été expédiés illégalement aux travailleurs avant la date prévue au décret de la construction à la suite des pressions d'une centaine de membres de la FTQ.

Les porte-parole de la FTQ se sont réjouis ouvertement de ce "bon coup" et ont félicité les auteurs de cette revendication pour leur courage.

M. Laberge, par exemple, s'est dit surpris de l'ingéniosité des "gars de la construction" en soulignant que lui-même n'avait pas pensé à une telle action et que les employeurs n'y avaient manifestement pas pensé non plus. Il a reconnu que leur revendication n'a peut-

Voir page 6: La FTQ

Dépôt d'un supplément de \$250 millions au budget

QUÉBEC (PC) — Un budget supplémentaire de \$250 millions a été déposé hier à l'Assemblée Nationale portant ainsi à \$6,830 millions l'ensemble des dépenses brutes prévues du Québec au cours de l'exercice financier 1974-75.

Ce budget supplémentaire n'augmentera pas le déficit de \$275 millions prévu

dans le discours sur le budget, le 28 mars, a souligné le ministre des Finances, M. Raymond Garneau.

M. Garneau a noté que \$88 millions de ces crédits additionnels avaient été prévus lors de la présentation du budget et a ajouté que l'accroissement des revenus — principalement de ceux provenant des paiements de péréquation du gouvernement fédéral touchant les ressources fiscales sur le pétrole et le gaz — permettra probablement de maintenir le déficit à peu près au niveau prévu.

Les crédits supplémentaires comprennent les sommes suivantes:

- \$15 millions pour l'indemnisation des victimes des inondations;
- \$66,8 millions pour l'accroissement de l'aide aux municipalités;
- \$13,3 millions pour l'augmentation de 4 pour cent des prestations d'aide sociale destinées à tenir compte de l'inflation;

- \$77,2 millions pour l'indexation des salaires des fonctionnaires et des employés du secteur para-public;
- \$70 millions pour la construction de routes et l'entretien du réseau routier.

L'indemnisation des victimes d'inondations coûtera \$75 millions mais \$60 millions proviendront du fédéral.

Le budget du ministère des Affaires municipales est augmenté de \$29,250,000. Cette somme comprend notamment \$18,7 millions destinés à accroître les subventions et les prêts pour investissements municipaux; \$5,3 millions d'augmentation de l'aide financière aux municipalités de 25,000 âmes et moins et une augmentation de \$4 millions de l'aide destinée aux municipalités de 25,000 à 100,000 âmes.

Le budget du ministère du Revenu est augmenté de \$20 millions destinés aux villes de plus de 150,000 âmes, à qui le gouvernement remboursera la moitié du produit de la taxe sur les repas et l'hôtellerie.

Le budget des Affaires sociales est augmenté de \$25,4 millions. En plus de la majoration des prestations d'aide sociale, cette somme comprend le coût d'un programme de garderies et le coût de certains services de santé assumés jusqu'ici par des municipalités.

Une somme de \$8,5 millions a été ajoutée au budget de l'Agriculture. Elle comprend un programme d'aide aux producteurs de porcs et une augmentation des crédits pour le drainage et les travaux agricoles mécanisés.

aujourd'hui

Collecte de sang de la Croix-Rouge: à la caserne des pompiers de Dollard des Ormeaux, de 14h à 21h; à l'école Saint-Joseph de Sainte-Adele en bas, de 14h30 à 17h30; à l'édifice Sun Life de Montréal, de 9h à 15h30; au Centre social des policiers, rue Gifford, de 14h30 à 21h.

Domaine de l'amitié québécoise: l'hommage du jour va aux Québécois d'origine marocaine, égyptienne, libanaise, arménienne.

Audiences publiques de la Régie des services publics, au bureau de la régie, rue McGill à Montréal. A 10h, le requérant est Video Cable Service et à 14h30 Irving Gimble.

Exercice public des élèves de Karl Steiner, au Strathcona Music Building, université McGill, à 15h30.

Le Conseil de la santé et des services sociaux de Montréal présente son rapport sur "Les urgences" dans la région métropolitaine. Rencontre au Cercle universitaire de la Cité du Havre, salon B-6, à 16h.

A 17h, au 1237 B rue Sanguinet, les éditions québécoises lancent le livre "Le mythe Jésus", de Jean Sauvageau.

Réception en l'honneur du centenaire de la cité de Westmount, à l'hôtel de ville, à 17h30.

Le président du comité Canada-Israël, M. Gunther Flaut rend hommage à M. Joseph Guttman, de la communauté juive de Montréal, lors du dîner "Neges Testimonial", Hôtel Reine-Elisabeth, 18h30.

Spectacle équestre du "Sans-souci horse show", au parc Westmount, à 19h30. Dans le cadre du centenaire de la municipalité.

COLLOQUE SUR L'ÉLECTROTHÉRAPIE

L'Électrothérapie est de plus en plus utilisée par les thérapeutes dans un grand nombre de douleurs, malheureusement trop fréquentes, telles que névralgies, arthroses, torticolis, maux de dos, etc...

Les résultats obtenus par l'électrothérapie sont, le plus souvent, spectaculaires. Dans la plupart des cas, la disparition de la douleur est immédiate et durable. Cet effet antalgique est doublé d'une action curative qui se manifeste progressivement après quelques séances.

Il ne fait pas de doute que l'électrothérapie apporte, enfin, une solution valable dans le traitement des douleurs, contrairement aux médicaments analgésiques souvent dangereux pour la santé des malades, employés dans ces cas.

Les courants les plus efficaces pour le traitement des phénomènes douloureux, de l'avis des spécialistes, sont assurément les courants inventés par le Docteur Pierre BERNARD de France, de réputation internationale.

Le Docteur Pierre BERNARD vient de mettre au point un appareil de conception révolutionnaire, permettant des traitements plus efficaces et plus durables. Cet appareil s'appelle le "MYO-DYNAMIC".

A l'occasion du "Congrès mondial de Thérapie Physique" le Docteur Pierre BERNARD nous a délégué son adjoint Monsieur Guy DUPRIEZ qui donnera une conférence au salon "LaSalle" de l'Hôtel Bonaventure à Montréal, ce soir à 7 P.M.

Tous les praticiens de la santé sont cordialement invités à assister à cette conférence.

NOUVEAU AU QUÉBEC!

une peau
sans
rides

avec
le

COLLAGÈNE INTÉGRAL

EXCLUSIVITÉ

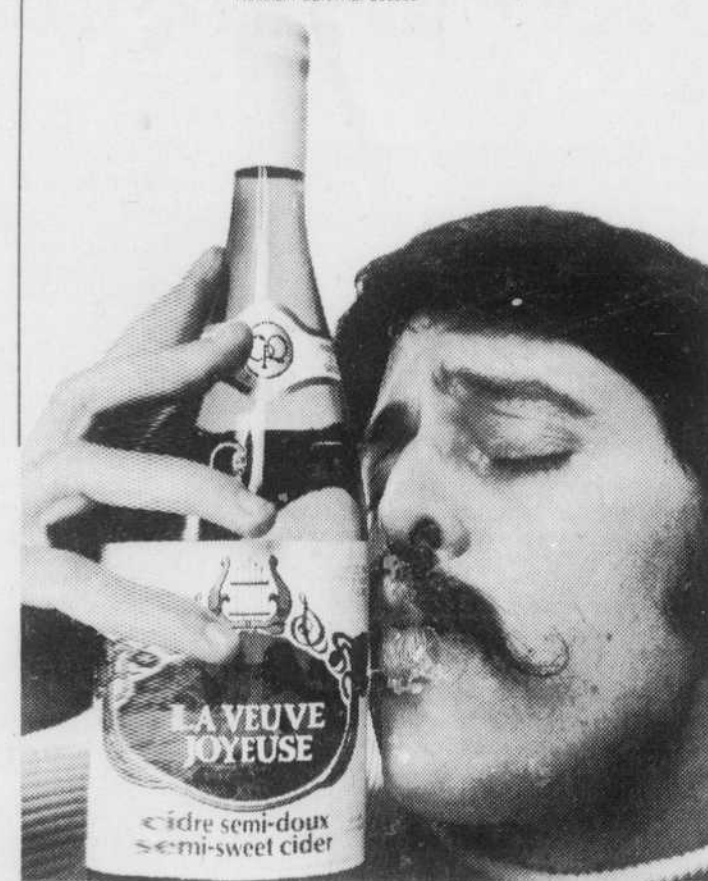
josette ghedin

2030 rue crescent
845 9323 845 7611

ELLE FAIT SON PETIT EFFET!

LAVEUVE JOYEUSE
LE CIDRE SEMI-DOUX

DE LA COOPÉRATIVE DES POMMICULTEURS DU QUÉBEC
FRANKLIN CENTRE, QUÉBEC



celui-là ? il pétill...



A table! Il y a du cidre pétillant au menu. Légèrement effervescent, le cidre pétillant est un cidre passe-partout. Servez-le comme apéritif, boisson d'accompagnement ou digestif. Plusieurs s'en servent également comme ingrédient de choix dans la préparation de leurs petits plats. Le cidre pétillant plaît à tous ceux qui aiment les plaisirs de la table, avant, pendant et après. Vous le reconnaîtrez à sa bouteille brune.

L'ASSOCIATION DES FABRICANTS DE CIDRE DU QUÉBEC

on est québécois pur cidre!

Un bon pétillant est encore meilleur très froid.

L'Association des Fabricants de Cidre du Québec
C.P. 8, Station Bourassa, Montréal H2C 3E7

Faites-moi parvenir de la documentation gratuite sur les cidres du Québec.

NOM

ADRESSE

VILLE

CODE POSTAL

DE-19-6-74

Nixon a quitté le Proche-Orient

Raids aériens israéliens au Liban

(par l'AFP) — Le président et Mme Nixon ont quitté hier après-midi Amman à 16h35 locales pour Washington via les Açores, à l'issue d'une visite de vingt et une heures exactement en Jordanie.

A son départ, le couple présidentiel a été salué par le roi Hussein et son épouse, la reine Alia, entourés des membres de la famille royale et de plusieurs personnalités civiles et militaires jordaniennes.

Le président Richard Nixon, avant son départ de la capitale jordanienne, a déclaré que les dirigeants qu'il avait rencontrés au cours de son voyage au Proche-Orient étaient décidés ainsi que leurs peuples à établir la paix dans cette région du monde. "Ils ont vu, a-t-il dit, que la guerre ne règle aucun problème".

Pour parvenir à cette paix, a poursuivi le président américain, "nous jouerons un rôle actif", si les pays concernés veulent que les États-Unis jouent ce rôle. "Nous sommes seulement au début du très long voyage au bout duquel se trouve l'établissement d'une paix juste et dura-

ble", a ajouté à ce propos le chef de l'Exécutif américain (voir aussi page 5).

Le roi Hussein a donné ensuite au président Nixon l'assurance que la Jordanie coopérera toujours avec les États-Unis pour parvenir à l'établissement d'une paix juste et durable au Proche-Orient.

Pendant ce temps, l'aviation israélienne, à deux reprises bombardait des positions de fedayine dans l'Arkoub (Fatahland, selon les Israéliens).

L'attaque a commencé à 18 heures et s'est poursuivie pendant dix minutes environ. À 21 heures, les avions sont revenus et ont bombardé la même région.

Ce bombardement "d'objectifs terroristes dans le Fatahland" entre dans le cadre d'opérations militaires israéliennes systématiques et ne sont pas seulement des opérations de représailles, déclarent les correspondants militaires israéliens.

Dimanche, à l'occasion de la commémoration des victimes de Maalot, M. Aharon Yariv, ministre israélien de l'Information, avait annoncé que le gouverne-

ment poursuivait une lutte implacable et que celle-ci ne se limiterait pas uniquement à la défense des localités limitrophes de la frontière libanaise.

On pense à Beyrouth que ces raids sont une représaille à l'attaque lancée jeudi dernier, 13 juin, par les fedayine contre la localité de Chamar, au cours de laquelle les quatre membres du commando palestinien et trois personnes israéliennes avaient trouvé la mort.

Le bombardement intervient, note-t-on à Beyrouth, au lendemain de la publication à Tel Aviv du communiqué américano-israélien. Dans ce document, il était dit que "tout État a le devoir de s'abstenir d'organiser et d'encourager la création de forces irrégulières ou de bandes armées pour des incursions dans le territoire d'un autre État". Or, les Israéliens rendent le Liban responsable des incursions palestiniennes sur leur territoire.

Il ne fait pas de doute que ce bombardement fera l'objet de contacts entre le Liban et les pays arabes, notamment ceux

qui vient de visiter le président Nixon, acclamé dans la région comme "l'homme de la paix".

Par ailleurs, des commandos palestiniens avaient l'intention de perpétrer un attentat contre le président Nixon pendant son séjour à Jérusalem, a annoncé hier soir la radio israélienne. Les services de sécurité israéliens auraient été informés de bonne source, quelques heures avant l'arrivée du président des États-Unis.

Enfin, les forces israéliennes ont remis hier à 16h00 à la FNUOD la zone couverte par la seconde phase de la séparation des forces syriennes et israéliennes, a déclaré M. R. Stadjhar, porte-parole de la FNUOD.

"Cette zone, d'une superficie de 180 kilomètres carrés, a été remise au contingent autrichien qui a pris position au nord-est de la ville de Kuneitra", a précisé le porte-parole, ajoutant que les forces syriennes prendront cette zone en charge dès ce matin, 08h00, et que le contingent autrichien fera alors mouvement vers la nouvelle zone-tampon qui aura 85 kilomètres de long et un kilomètre de large.

Le porte-parole a souligné que les forces de la FNUOD n'ont rencontré aucune difficulté pendant cette opération, qu'aucune activité aérienne n'a été observée et qu'aucun coup de feu n'a été entendu.

Le porte-parole a précisé que le nombre des civils qui ont regagné jusqu'à lundi les localités libérées est minime. 200 kilomètres carrés ont été remis jusqu'à présent à la Syrie. Les 300 kilomètres carrés restants, la ville de Kuneitra non comprise, lui seront remis les 23 et 24 juin.

Le poids de l'opinion dans les suites du Watergate

WASHINGTON (AFP) — L'opinion publique américaine pourrait influencer d'une manière considérable la suite et l'issue de "l'opération destitution" engagée contre le président Richard Nixon pour son rôle dans l'affaire du Watergate.

Au moment où la commission judiciaire de la Chambre des représentants entame la phase finale de ses travaux pour délimiter les motifs valables d'"impeachment" qui peuvent être retenus contre le chef de l'Exécutif, les membres du Congrès s'efforcent de discerner si véritablement leurs électeurs veulent le départ de la Maison-Blanche, du trente-septième président des États-Unis. D'où l'attention particulière accordée actuellement à Washington aux sondages d'opinion.

Les deux principaux instituts ne proposent pas aux milieux politiques de réponses contradictoires mais leurs résultats diffèrent cependant sur l'ampleur de la tendance qui se dégage dans l'opinion. La firme Louis Harris a déduit de sa dernière enquête que, pour la première fois, une majorité absolue d'Américains était favorable à la destitution du président. Un récent sondage Gallup a reflété une tendance moins affirmée de la volonté de l'opinion publique et surtout a noté ce qui pourrait être une modification de l'attitude publique avec une faible baisse du nombre des personnes interrogées préconisant le départ du pouvoir de M. Nixon.

Les journaux, dont certains peu enclins à faciliter la position de l'actuelle

administration, ont d'autre part publié plusieurs enquêtes qui font état clairement de la lassitude de l'opinion devant les rebondissements incessants d'un scandale interminable. Un quotidien propose même à ses lecteurs une mise en page qui leur permet, s'ils le souhaitent, d'éviter de lire la moindre information sur le Watergate. Il leur suffit de jeter une section du journal où est rassemblée l'ensemble des nouvelles sur l'affaire.

C'est cette évolution de l'opinion publique qui importe à des membres du Congrès dont certains vont devoir, le 5 novembre, subir le "test des urnes". Radios et journaux, fers de lance de l'offensive menée contre ce qu'il est convenu d'appeler les "combines" de la Maison-Blanche, ont également noté hier l'importance de la mission diplomatique américaine au Proche-Orient à l'issue de la tournée du président Nixon.

La condamnation à un minimum de six mois de prison et à dix mille dollars d'amende, lundi, d'Herbert Kalmbach, l'ancien avocat personnel du président Nixon, n'a pas surpris. Celui qui avait été l'un des collecteurs de fonds pour la campagne de l'actuel chef de l'Exécutif avait plaidé coupable en février d'avoir violé les lois électorales en vigueur. De plus, M. Kalmbach, en acceptant de témoigner et de faire preuve de bonne volonté pour aider la justice, avait vu une partie des charges retenues contre lui "oubliées" par le procureur spécial Leon Jaworski.

Nixon rencontre Spinola aux Açores

ANGRA DO HEROISMO (d'après AFP) — Parti de Jordanie et en route pour Washington, le président Nixon a été accueilli à l'escala de Lajes, dans les Açores, par le président du Portugal, le général Antonio de Spínola.

Le chef de la Maison-Blanche aura eu, hier soir et ce matin, des entretiens politiques avec l'allié portugais, avant de regagner aujourd'hui la capitale américaine.

La base de Lajes, sur l'île de Terceira, est située en territoire

portugais, et le général de Spínola, à son arrivée hier, quelques heures avant l'escala du président Nixon, a eu droit à un véritable triomphe. Accueilli par le général commandant américain de la base, le président portugais a été salué chaleureusement dans chaque village sur les trente kilomètres qui séparent l'aéroport de Lajes de Angra do Heroísmo, capitale de l'île de Terceira.

Du balcon du Palais des capitaines généraux, au centre de la ville de 17.000 habitants, le général fit un très bref discours, dont chaque phrase était ponctuée par des acclamations nourries. Le président, après avoir remercié le peuple de son accueil, déclara notamment, évoquant les volontés séparatistes de certains: "Ici, c'est le Portugal. Une Portugal toujours plus uni. L'heure de la liberté est arrivée, où chaque Portugais peut exprimer ce qu'il ressent. Les Açores sont portugaises, elles sont liées au continent".

La base aéro-navale de Lajes a fait certainement l'objet des conversations entre Richard Nixon et le général de Spínola.

Les Américains utilisent cette base depuis la dernière guerre mondiale. Le dernier accord de renouvellement sur la base a été signé en décembre 1971. Il permettait le stationnement des forces américaines sur la base jusqu'en février 1974, en échange d'une aide économique portant sur 400 millions de dollars pour l'achat de biens d'équipement, mais le retrait n'est exigible, aux termes de l'accord, qu'à partir du mois d'août.

Cette base avait servi, pendant la guerre d'octobre dernier au Proche-Orient, de base de transit et de ravitaillement au pont aérien américain vers Israël. Les États-Unis en avaient alors pleinement mesuré l'importance stratégique.

Ce "sommet" américano-portugais est d'autant plus important qu'il survient au lende-

main du coup d'Etat qui a amené le général de Spínola au pouvoir et qu'il s'inscrit dans le contexte des efforts de Lisbonne d'harmoniser sa politique africaine aux réalités nouvelles, politique que le général de Spínola appelait récemment "l'autodétermination par étapes".

Boycottage des bateaux français en Australie et protestation officielle

CANBERRA (Reuter et AFP) — Les ambassadeurs de France et de Chine en Australie ont été convoqués séparément hier au ministère des Affaires étrangères où leur a été communiquée la protestation officielle élevée par le gouvernement australien à la suite des essais nucléaires auxquels viennent de procéder dans l'atmosphère leurs deux pays.

M. Gabriel Van Laethem et M. Wang Kuo-chen ont été reçus chacun 20 minutes par M. L.H. Border, directeur adjoint du ministère. Les protestations adressées à leurs deux gouvernements étaient rédigées en termes similaires, a précisé un porte-parole. Ces notes doivent également être transmises aux ministères français et chinois des Affaires étrangères par les ambassadeurs d'Australie à Paris et Pékin.

Pour leur part, tous les syndicats maritimes australiens ont décidé hier de boycotter tous les bateaux français.

Le président du puissant conseil des syndicats australiens, M. Bob Hawke, a indiqué que ce boycottage serait maintenu jusqu'à la fin de la série des essais nucléaires français dans le Pacifique.

Quant à M. Norman Kirk, premier ministre de Nouvelle-Zélande, il a déclaré hier, en réponse à un député de l'opposition, que la décision de la France de procéder à des essais souterrains avait été obtenue grâce à la miniaturisation des armes françaises et à la suite des protestations de la Nouvelle-Zélande ainsi que de la Grande-Bretagne cette année.

Le premier ministre a ajouté que son pays aurait dû envoyer cette année une "frégate de protestation" contre les essais de Mururoa mais qu'aucun navire de ravitaillement n'était disponible.

Une nouvelle expérience nucléaire a eu lieu en Chine occidentale le 17 juin à 14h (heure locale), a annoncé enfin hier un communiqué officiel diffusé par l'agence Chine nouvelle.

Le document souligne que l'expérience "a été réalisée avec succès dans l'excellente situation caractérisée par le développement en profondeur du mouvement de critique contre Lin-Piao et Confucius".

"Les essais nucléaires limités et nécessaires effectués par la Chine sont destinés entièrement à des buts de défense, ainsi qu'à briser le monopole nucléaire des superpuissances et à supprimer finalement les armes nucléaires", indique le communiqué.

301 prêtres dénoncent à Saigon le "pourrissement" du pouvoir

SAIGON (AFP) — Trois cent un prêtres ont publié hier une déclaration protestant contre "la concussion, l'injustice et les

vices sociaux" au Sud-Vietnam, tandis que la police bouclait un quartier de Saigon pour interdire l'accès d'une église où des

représentants religieux et laïques de ce mouvement de protestation avaient convoqué une conférence de presse.

La déclaration dénonce: le pourrissement politique et l'égoïsme de ceux qui, pour s'approprier pouvoir et richesses, considèrent l'individu et la valeur humaine comme une marchandise commerciale.

"Le pouvoir repose actuellement pour l'essentiel sur la corruption, affirment les signataires. Il en est de même du leadership."

Plus concrètement, ils accusent "les mafias gouvernementales" d'avoir stocké "avec la complicité des trafiquants", le riz, les engrais, les insecticides, les matières premières et les produits pharmaceutiques "pour dépouiller le peuple et enrichir les riches". "La politique de blocus économique dirigé contre l'ennemi, ajoutent-ils, n'a servi qu'à appauvrir la population qui doit acheter le riz encore plus cher et de nombreuses familles meurent de faim dans les provinces du Centre-Vietnam".

Les signataires concluent en lançant "un appel fervent aux fidèles de la communauté pour collaborer activement à tous les efforts, d'où qu'ils viennent, et réaliser une révolution visant à assainir la société et à édifier une société nouvelle, juste et libre qui garantisse à toutes les couches de la société une vie décente, la paix et le bonheur."

Malgré le bouclage de la police, une réunion a pu se tenir dans la matinée dans l'église de Tan Sa Chau, située dans un quartier populaire, proche de la base aérienne de Tan Son Nhut. Selon les indications recueillies par téléphone, les organisateurs ont menacé la police de sonner le tocsin si les barrières ne s'ouvraient pas pour laisser passer des parlementaires d'opposition.

Plan d'amaigrissement Recette à domicile

Il est facile de perdre rapidement, chez soi des livres de graisse disgracieuse! Utilisez ce menu diététique maison. C'est très facile—et c'est peu coûteux. Allez simplement chez votre pharmacien et demandez Plan d'amaigrissement Naran. Versez ceci dans une bouteille d'une chopine et ajoutez assez de jus de pamplemousse pour la remplir. Prenez-en deux cuillerées à soupe par jour, selon le besoin, et suivez le Plan d'amaigrissement Naran.

Si votre premier achat ne vous montre pas un moyen simple et facile de perdre la graisse super-

flue et ne vous aide pas à retrouver la sveltesse de votre ligne: si les livres et les poudres réduisibles de graisse superflue ne disparaissent pas du cou, du menton, des bras, de la poitrine, de l'abdomen, des hanches, des mollets, et des chevilles, retournez simplement le carton vide pour vous faire rembourser. Suivez cette méthode facile recommandée par les nombreuses personnes qui ont essayé ce plan et retrouvez votre ligne. Notez comme le gonflement disparaît vite—combien vous vous sentirez mieux. Plus alerte, plus active et d'apparence plus jeune.

JEUNES PORTEURS DEMANDÉS

pour faire la livraison du journal LE DEVOIR

à Repentigny
Saint-Jean
Saint-Lambert
Brossard
Candiac
Longueuil

844-3361

À CHACUN SON \$MILLION

\$1 million 1er prix

\$1 million 2e prix

\$1/2 million 3e prix

\$1/4 million 4e prix

Loterie Olympique Canada

2 GRANDS PRIX DE \$1 MILLION PLUS 10 AUTRES GRANDS PRIX
DONT LES 3 DERNIERS SONT DE \$50,000 CHACUN
(voir coupon ci-dessous pour la liste complète des prix)
COMPTANT / NON IMPOSABLE
PLUS DE \$17 MILLIONS EN PRIX—JUSQU'À 60,000 GAGNANTS

3e tirage:
18 NOV.
1974

Achetez vos billets MAINTENANT!

En vente dans les banques, sociétés de fiducie, caisses populaires, caisses d'économie et chez les vendeurs autorisés. OU Remplir et découper le bon de commande ci-joint et l'envoyer avec un chèque ou mandat postal au montant de \$10.00 pour chaque billet (S.V.P. pas d'argent comptant).

Loterie Olympique Canada

Olympic Lottery Canada

\$10
PERTICKET

C.P. 4444
SUCCESSIONALE PLACE D'ARMES
MONTREAL QUEBEC H2Y 3N1
TEL. (514) 286-5886
P.O. BOX 4444
STATION A
TORONTO ONTARIO M5W 1K2

NOM _____
RUE _____
VILLE _____
PROVINCE _____
C.A.D. _____
GIFT FROM _____

AL'USAGE DU BUREAU
FOR OFFICE USE
NUMERO DE REFERENCE NUMBER

CODE POSTAL
POSTAL CODE

LE BILLET
NOMBRE DE BILLETS
REQUIS
NUMBER OF TICKETS
REQUIRED

AMOUNT ENCLOSED
MONTANT INCLUS

1er prix: 1st prize	\$1,000,000
2e prix: 2nd prize	1,000,000
3e prix: 3rd prize	500,000
4e prix: 4th prize	250,000
5e prix: 5th prize	200,000
6e prix: 6th prize	150,000
7e prix: 7th prize	125,000
8e prix: 8th prize	100,000
9e prix: 9th prize	75,000
10e prix: 10th prize	50,000
11e prix: 11th prize	50,000
12e prix: 12th prize	50,000

MAIL NOW!
POSTEZ DES MAINTENANT!

l'électeur canadien

par Peter Regenstreif

Les libéraux raffermissent leurs positions dans les comtés de l'Est et de l'Ouest ontarien

LONDON (Ontario) — En dépit des inquiétudes qui se manifestent dans la population au sujet de l'inflation, les interviews que j'ai recueillies parmi les électeurs de l'Ouest de l'Ontario indiquent que les libéraux raffermissent leurs positions dans cette région.

Les personnes interrogées durant trois jours la semaine dernière expriment l'opinion que Pierre Trudeau est le meilleur homme pour diriger le pays. Après l'avoir répudié, lui et son gouvernement, il y a 19 mois, beaucoup de Canadiens sont à présent disposés à lui confier un nouveau mandat le 8 juillet.

Les consultations publiques révèlent en outre que l'opposition à la politique de contrôle des prix et des salaires — cette politique que les conservateurs ne cessent de préconiser au cours de la présente campagne — est nettement plus forte ici que dans l'Ouest du pays et dans la région torontoise, voilà qui contribue au regain libéral.

Le parti de M. Trudeau n'a réussi à faire élire en 1972 ses candidats que dans 10 des 33 comtés de cette région qui s'étend de la conurbation torontoise jusqu'à Windsor, soit 12 de moins qu'en 1968. En revanche, les conservateurs ont remporté la victoire il y a 19 mois dans 21 circonscriptions, un gain de 11. Le NPD a décroché deux sièges en 1972, un de plus qu'en 1968.

Aline Radek, 51 ans, femme d'un réparateur de téléviseurs domicilié sur Regent Drive à St. Catharines, a voté conservateur en 1972 et se propose cette année d'appuyer de nouveau les libéraux. Elle s'explique ainsi: "La dernière fois, c'était un vote clair contre M. Trudeau à cause du chômage et parce qu'il avait trop de pouvoir à mon avis. Beaucoup de gens pensaient comme moi, je crois. Nous lui avons sûrement porté un rude coup. Mais cette fois je voterai libéral parce que j'estime que M. Trudeau est le meilleur leader. Si les conservateurs avaient un nouveau chef, ils seraient élus sans mal".

A quelques portes de là, Ron Labatte, 41 ans, agent d'assurance, se tourne lui aussi vers les libéraux après avoir voté conservateur en 1972: "Trudeau a subi une expérience humiliante. Il a dû manger des couleuvres. Mais il s'en est admirablement tiré avec le gouvernement minoritaire. Je pense que s'il avait une majorité, il ferait davantage encore pour le pays".

Mais de telles réactions ne sont pas partagées par tous les électeurs de la région, il s'en faut. Les caractéristiques régionales sont très importantes, par exemple l'appel que lance un candidat prestigieux ou encore la nature urbaine et rurale de la circonscription.

On constate que 60% des personnes consultées dans neuf comtés — 44 sur 73 — inscrivent l'inflation en tête de la liste des problèmes qu'affronte le pays. Mais, en revanche, elles se prononcent contre la politique des contrôles proposée par M. Stanfield. La moitié d'entre elles sont franchement hostiles à cette formule tandis que 5% seulement y souscrivent. Parmi les autres, trois personnes sur 10 sont ou bien incertaines ou bien sceptiques.

Dans les régions rurales, les interviews montrent que l'opposition aux contrôles est presque totale. Ainsi, dans le comté de Middlesex-London—Lambton, Ardith Barclay, 23 ans, femme d'un maraîcher et d'un éleveur de bétail, près d'Ilderton, annonce qu'elle votera libéral le 8 juillet après avoir appuyé le député conservateur sortant, M. Bill Frank, en 1972: "Je ne crois pas pouvoir dire que j'aime beaucoup les contrôles de salaires et de prix après ce qui s'est passé aux Etats-Unis. Je ne pense pas que ce soit la solution à un problème qui est d'envergure internationale. Nous aimons bien le député du comté. Mais, cette fois, nous vo-



M. Hugh Faulkner (à gauche), secrétaire d'Etat et député sortant de Peterborough, défend énergiquement son comté contre son prestigieux adversaire conservateur, l'ex-premier ministre manitobain, M. Duff Roblin.

tons en songeant au chef, non au député. Si M. Stanfield n'était pas chef du PC, peut-être voterions-nous conservateur cette fois. Pour un pays en pleine croissance comme le Canada, M. Trudeau est un bien meilleur leader".

Même parmi les conservateurs les plus fidèles au Parti, la politique des contrôles suscite des interrogations et des doutes: à 65 ans, la femme d'un courtier d'assurance à la retraite de Kitchener est encore incertaine et ne sait pas si elle votera conservateur cette année parce que, dit-elle, "je n'ai pas examiné de près cette formule des contrôles de prix et je ne veux pas m'engager aveuglément à ce sujet".

Environ un électeur sur cinq est encore préoccupé par le grand nombre de personnes qui sont tributaires de l'assistance sociale et par les abus commis à l'assurance-chômage. Un nombre égal de personnes sont inquiètes au sujet de l'habitation, mais elles ne sont pas disposées à exprimer leur mécontentement en votant conservateur — comme l'avaient révélé nos interviews de 1972 — parce qu'elles souhaitent que M. Trudeau conserve la direction du gouvernement.

Il est vrai que les témoignages recueillis dans l'Ouest canadien et dans la région torontoise avaient déjà démontré que les électeurs préfèrent M. Trudeau comme premier ministre à MM. Stanfield et Lewis, sans égard aux obédiences politiques. Mais, dans l'Ouest ontarien, l'écart en faveur de M. Trudeau est plus grand encore: la préférence va à M. Trudeau sur Stanfield à cinq contre un; cette marge est légèrement plus forte si on compare M. Trudeau à M. Lewis.

Le quart environ des électeurs interrogés sont ou bien indécis quant au choix du chef, ou bien pensent qu'aucun des hommes en présence ne répond à leurs attentes et espèrent qu'un nouveau venu se manifeste.

Les commentaires suivants sont typiques: Steven Mann, 19 ans, étudiant en troisième année de génie à l'Université de Western Ontario, inscrit dans London-West: "Je dois me rallier encore à Trudeau. Je pense qu'il réunit en plus grand nombre les qualités que je voudrais attribuer à un premier ministre; il a davantage le charisme qui convient à sa fonction. Et c'est lui qui a su conjurer la crise du FLQ il y a quelques années. Les autres n'ont pas son style".

Blanche Ward, femme d'un cadre supérieur d'une compagnie d'assurance, inscrite dans London-West: "Je crois que Stanfield est plus conscien-

cieux. Il ferait un effort sincère pour contrer l'inflation. Je crois qu'il essaierait vraiment. Je crois que Trudeau ne s'en soucie pas beaucoup".

Vendeur de voitures, âgé de 47 ans, Jim MacDonald habite Woodstock et vote dans le comté d'Oxford: "Je vais voter encore une fois conservateur en dépit du fait que Stanfield n'est à mes yeux qu'une grand-mère gâteuse. C'est vraiment frustrant".

Ivan Spillenaar, 40 ans, magasinier dans une compagnie de papier de Niagara Falls: "J'aimerais voir Lewis à la tête, les deux autres partis ont déjà eu leur chance. Le NPD ferait peut-être mieux. Il est du côté du travailleur comme moi".

Bob Rooke, 37 ans, affûteur à Preston dans le comté de Waterloo: "C'est un sacré choix que doit faire le peuple canadien! Qui donc peut-on choisir? Je doute que je veuille en voir un seul se faire élire".

Parmi certains groupes d'électeurs, les critiques que M. Stanfield adresse systématiquement à M. Trudeau et au gouvernement libéral semblent produire un effet contraire à celui que recherche le PC. Donald MacDonald, 54 ans, monteur à l'Hydro-Ontario, domicilié à Niagara Falls, déclare: "J'aimais bien Stanfield, mais il n'aurait pas dû provoquer des élections. Il aurait dû laisser Trudeau compléter son mandat. Il n'a fait que des critiques. Je pense que personne ne pourrait faire mieux que Trudeau". Ayant voté conservateur en 1972, M. MacDonald appuie les libéraux cette année.

L'opposition qui se manifeste envers le régime provincial du premier ministre conservateur William Davis ne fait, dans certains cas, qu'ajouter aux difficultés de M. Stanfield. Agée de 47 ans, secrétaire à temps partiel, femme d'un chauffeur d'autobus de London-East, une femme s'explique à ce sujet: "Je ne pense pas que Trudeau ait fait un si mauvais travail. Je ne crois pas que le budget était si mauvais. Mais ils ont défilé le gouvernement à cause du budget. Et je suis furieuse contre le gouvernement de l'Ontario qui a augmenté mes impôts. Je ne vais pas soutenir M. Davis un instant de plus".

L'Ouest ontarien n'est pas une région homogène. On y trouve des zones d'industrie lourde, des régions agricoles, des petites localités et de grandes villes. Dans certaines circonscriptions, ce sont les loyautés traditionnelles envers les partis qui dominent; ailleurs, les candidats locaux ont plus d'ascendant sur les électeurs que, par exemple, dans la région torontoise.

On peut penser que les libéraux réaliseront des gains aux dépens des conservateurs dans Niagara Falls et dans St. Catharines, circonscriptions traditionnellement libérales et que les conservateurs avaient arrachées en 1972 par moins de deux pour cent.

La ville de London et la région voisine sont devenues ou pourraient devenir des places fortes pour les libéraux. Les deux sièges de la ville, London-East et London-West, ont voté libéral en 1972. Aujourd'hui, les libéraux sont en voie de reprendre Middlesex-London-Lambton qu'ils ont perdu aux mains des conservateurs il y a 19 mois.

La force des libéraux n'est pas moins évidente à Oxford, siège que le parti de M. Trudeau n'a jamais réussi à reprendre depuis 1953, date à laquelle Wallace Nesbitt, conser-

vateur, s'y était fait élire et qu'il a transformé en bastion personnel. Depuis son décès, le libéral Charles Tatham fait campagne pour gagner le comté contre son adversaire conservateur Bruce Halliday.

Helen Armour, 31 ans, femme d'un camionneur de Woodstock, a voté pour M. Nesbitt depuis qu'elle est en âge de voter. Aujourd'hui elle est incertaine: "A une époque, j'ai voté pour l'homme. Mais maintenant, il faut voter pour le parti. Ici, c'est un territoire ouvert à la chasse maintenant".

D'autre part, dans le comté de Kitchener, où le libéral Keith Hymmen a gagné de justesse la dernière fois, l'issue de la lutte est plus incertaine cette fois, M. Hymmen s'étant retiré.

Dans la circonscription voisine de Waterloo, les électeurs expriment leur appui en faveur

de la personne de M. Max Saltzman, député néo-démocrate sortant, plutôt qu'en faveur du parti.

Les consultations faites dans le comté de Halton, sur la frange périphérique de la zone torontoise, prouvent que les sentiments varient sensiblement d'une région à l'autre. Bien que les libéraux semblent en très bonne posture dans la péninsule du Niagara et dans la région de London, ils tirent de l'arrière dans ce comté dont les caractéristiques l'apparentent davantage à la conurbation torontoise où les interviews précédentes indiquaient que les libéraux éprouvent de sérieuses difficultés.

Les 36 heures que j'ai passées dans trois comtés de l'Est ontarien font ressortir des patterns semblables à ceux que j'ai observés dans l'Ouest de la province. L'inflation est

le souci majeur, suivi des inquiétudes au sujet des abus à l'égard de l'assurance-chômage et de l'assistance sociale. Si l'opposition aux contrôles des prix et des salaires n'y est pas aussi forte que dans l'Ouest de la province, surtout parce que les loyaux conservateurs y sont plus nombreux.

En 1972, les conservateurs ont remporté la victoire dans neuf circonscriptions de l'Est ontarien; les libéraux, dans six; les néo-démocrates, dans une seule. M. Lucien Lamoureux, récemment nommé ambassadeur à Bruxelles, ne se représente plus cette année dans Stormont-Dundas.

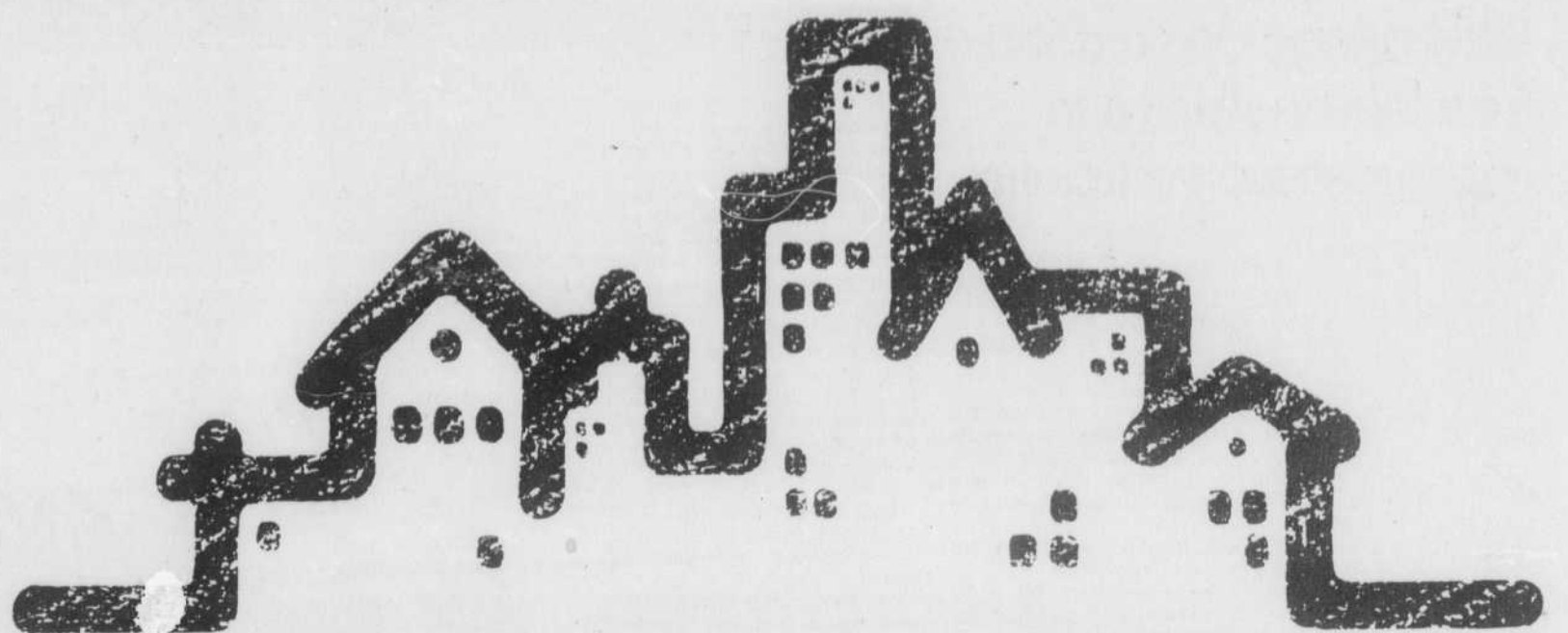
Malgré la cote élevée de popularité dont jouit M. Trudeau ainsi qu'en font foi les interviews, les libéraux pourraient perdre la circonscription d'Ontario où l'affaire de l'aéroport

de Pickering a suscité beaucoup de mécontentement et de colère. En 1972, les libéraux n'avaient gagné que par une marge de quatre voix.

La personnalité du candidat local est un facteur plus important dans l'Est ontarien que dans l'Ouest de la province; c'est un phénomène qui tend à profiter aux députés sortants, qui va jouer en faveur, par exemple, de M. Hugh Faulkner, secrétaire d'Etat, contre son prestigieux adversaire conservateur, M. Duff Roblin, dans Peterborough.

Au total, mes consultations indiquent un fléchissement de la popularité des conservateurs dans l'Est de l'Ontario et une plus forte baisse du parti de M. Stanfield dans l'Ouest de la province.

(Copyright 1974 — Le Devoir et The Toronto Star Syndicate).



ATTENTION aux locataires!

tout nouveau, tous baux!

Si vous êtes nouveau locataire d'un logement, et si vous payez plus cher que le locataire qui vous a précédé, l'article 29b de la Loi de conciliation vous accorde 60 jours après la prise de possession du logement pour demander une réduction du loyer.

À l'audition de cette demande, l'administrateur de la Régie fixera ce loyer à son mérite.

Évitez d'être victime de fausses rumeurs. Il n'y a aucun pourcentage d'augmentation établi à l'avance. Chaque cas est étudié au mérite par la Régie des loyers

Pour tout renseignement, communiquez avec le bureau de la Régie des loyers le plus rapproché de chez vous.



GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE LA JUSTICE
RÉGIE DES LOYERS

DONNEZ UN COUP DE MAIN AUX JEUX DU QUÉBEC

VALLEYFIELD 1^{er} au 11 août

ACHETEZ
inter-loto spéciale de juin

Plusieurs prix sont doublés
Plus de 4,000 gagnants. Plus d'un million en prix.



TIRAGE 5 JUILLET



Un ministre menacé: Mitchell Sharp dans Eglinton

par Claude Lemelin

TORONTO — "Il suffirait que j'obtienne quatre voix de plus par bureau de scrutin qu'en 1972 pour battre Mitchell Sharp."

"Pour que Murray Maynard parvienne à me déloger de Eglinton, il faudrait que la situation des libéraux en Ontario soit tout à fait catastrophique."

L'espoir règne donc dans les deux camps, mais l'heure des certitudes n'a pas encore sonné et ne sonnera vraisemblablement pour personne avant le 8 juillet dans ce comté bourgeois de Toronto, car la lutte qui s'oppose le candidat progressiste-conservateur au ministre des Affaires extérieures du gouvernement Trudeau est une des plus chaudes qui soit.

Replacé dans le contexte électoral de la région métropolitaine, cet affrontement ne sort pas de l'ordinaire puisque, des 26 comtés du grand Toronto, pas moins d'une vingtaine pourraient changer de camp: soit à la faveur d'un mouvement d'opinion un tant soit peu prononcé vers les libéraux ou les conservateurs, soit à la suite d'une campagne particulièrement efficace de l'un ou l'autre de leurs candidats.

Néanmoins, pour le Québécois habitué à la réélection plus ou moins automatique des vedettes libérales de sa province, il est déconcertant de constater qu'un ministre aussi prestigieux que Mitchell Sharp est en difficulté.

La chose est toutefois incontestable. Et même si le quartier général des libéraux en Ontario respire plus à l'aise depuis que la campagne de M. Sharp a vraiment démarré (le déploiement tardif de ses affiches en avait inquiété plusieurs) et affirme que "Mitchell est en bien meilleure posture qu'en 1972", on se garde bien de vendre la peau de Eglinton avant que l'électorat ait bel et bien ois le conservateur Maynard. Et pour cause:

● En 1972, M. Sharp a vu sa majorité réduite de 12,060 voix qu'elle était en 1968 à 1,569 voix et son avance sur le candidat conservateur tomber à 3,7 p.c. des suffrages exprimés.

● C'est la troisième fois cette année que l'industriel torontois Murray Maynard défend les couleurs tory dans le comté. Ce n'est donc plus un inconnu, son organisation est dynamique et bien rodée et même ses adversaires libéraux reconnaissent qu'il s'agit d'un candidat redoutable, solide et "crédible", au surplus ministrable dans un cabinet Stanfield.

● De par son profil socio-économique, Eglinton devrait logiquement être un comté conservateur, ce qu'il était d'ailleurs jusqu'en 1962, avant que M. Sharp ne ronge la majorité de Donald Fleming, ministre des Finances dans le cabinet

Diefenbaker, pour finalement l'emporter sur Dalton Camp l'année suivante. "C'est là que se trouvent le cœur et les tripes du Parti conservateur ontarien", d'indiquer M. Sharp lui-même, en pointant du doigt les quartiers cossus du sud-est de Eglinton.

● Malgré la défection massive de l'électorat conservateur ("avec un petit c" comme on dit à Toronto) de ces beaux quartiers, le ministre libéral a conservé son siège en 1972 grâce à l'appui de l'importante communauté juive qui occupe l'ouest du comté. Or, cette année, le conservateur Maynard fait des efforts impressionnants pour investir ce bastion libéral.

L'enjeu est de taille, puisque près du quart des électeurs de Eglinton sont d'origine juive. Lors des dernières élections, M. Sharp a gagné dans la cinquantaine de bureaux de scrutin où les juifs prédominent, tandis que M. Maynard obtenait une avance dans une centaine de quel-ques 150 bureaux des quartiers "anglo-saxons" du comté. (Le coin "italien" du sud-ouest a voté libéral, comme d'habitude.)

La stratégie électorale des deux candidats découle naturellement de ces résultats. Confiant de conserver son avance dans l'est, M. Maynard a intensifié son porte-à-porte et multiplié les "vins et fromages" dans les arrondissements juifs, clamant bien haut la sympathie des conservateurs pour Israël, "la seule démocratie du Moyen-Orient" et préconisant que l'ambassade canadienne dans ce pays se transporte de Tel-Aviv à Jérusalem, comme le souhaite le gouvernement israélien mais comme ont jusqu'ici refusé de le faire les pays occidentaux (Hollande exceptée) par crainte d'irriter les Etats arabes. Le candidat conservateur bénéficie de l'appui de certains éléments sionistes du comté, mécontents par la position trop "antisémitique" à leur goût adoptée par le Canada — et exprimée par M. Sharp — à la suite de la quatrième guerre israélo-arabe. En échange d'un mot de M. Stanfield promettant d'installer l'ambassade canadienne à Jérusalem, ces éléments auraient même promis de "livrer" le vote juif aux conservateurs; mais M. Stanfield s'y serait refusé, ne voulant pas engager la diplomatie du gouvernement qu'il pourrait former après le 8 juillet pour des motifs aussi évidemment électoraux.

Ce sentiment de la communauté juive, allégué par les supporters de M. Maynard, que "nous ne sommes plus sûrs de Mitchell Sharp", n'inquiète pas pour autant le candidat libéral. "Les sionistes sont incapables de livrer le vote juif de Eglinton à qui que ce soit", de commen-

ter M. Sharp, pour qui l'électorat du comté — un des plus politiquement sophistiqué du pays — sait pertinemment qu'il est bel et bien ministre des Affaires extérieures du Canada plutôt que d'Israël et doit agir en conséquence. Les juifs auraient même été embarrassés par l'effort trop évident de M. Maynard en leur direction, par crainte de quelque ressac antisémite; et M. Sharp garde en réserve une lettre récente du ministre israélien des affaires étrangères Abba Eban, dans laquelle celui-ci encourage le Canada à cultiver des relations amicales avec les Etats arabes. Des partisans libéraux, enfin, soulignent que le plus chaud partisan du candidat conservateur est le très réactionnaire rabbin Monson, que la communauté juive de Toronto traîne comme un boulet; et ils affirment que si cette communauté optait pour les conservateurs, se serait bien davantage par "conservatisme" en matière économique que par sionisme.

Somme toute, les libéraux de Eglinton estiment pouvoir conserver l'appui de l'électorat juif; en quel cas il suffirait que M. Sharp divise l'électorat anglo-saxon pour être réélu. Pour ce faire, le candidat libéral mène la campagne la plus vigoureuse de sa carrière politique, depuis celle qui lui a permis de se faire élire pour la première fois en 1963. Heureusement, puisque dans les milieux ontariens du parti, on reconnaît ouvertement que M. Sharp avait quelque peu négligé son comté avant et pendant les élections de 1972, comme d'ailleurs la plupart des députés torontois: "C'est pourquoi le seul fait qu'il travaille vraiment en vue de sa réélection nous encourage", précise-t-on.

La personnalité fort engageante de M. Sharp et ses fréquentes apparitions au petit écran comme ministre des Affaires extérieures jouent fortement en sa faveur. Quiconque a suivi le candidat libéral de porte en porte est frappé par la reconnaissance instantanée de presque tous les électeurs et par la sympathie de l'accueil qu'il reçoit même de ceux qui ne sont pas sûrs de pouvoir voter pour lui. "Les gens sont beaucoup plus sympathiques qu'en 1972, de commenter M. Sharp après un mois de campagne, et il m'apparaît que le ressentiment qu'inspirait alors M. Trudeau s'est presque complètement dissipé." Dans Eglinton comme ailleurs, les libéraux soulignent que, contrairement aux dernières élections, les volontaires sont nombreux et très actifs: autant, semblent-il, l'électorat flottant est demeuré jusqu'ici apathique, autant les vrais partisans (de tous les partis) sont enclins à mobiliser. Toutefois, malgré un sondage partisan qui lui était très favorable, au début de la campagne, le candidat libéral se garde bien de prendre sa réélection pour



"C'est une vraie bataille"

acquise, en effet, les contacts de M. Sharp avec ses électeurs ont confirmé que ceux-ci sont fort préoccupés par l'inflation, les dépenses publiques, l'assurance-chômage, les grèves illégales, l'immigration, le logement, soit précisément les thèmes choisis par les conservateurs comme motte électorale.

Ce sont justement ces problèmes que le candidat conservateur Murray Maynard met en évidence mais surtout l'inflation. A cet égard, M. Maynard paraît plus proche des thèses de l'économiste James Gillies, le député sortant du comté voisin de Don Valley que des positions officielles de son parti. Il se dit favorable, certes, au gel des prix et revenus, mais en insis-

tant "que ce n'est là qu'une de la vingtaine de mesures que les conservateurs adopteront pour juguler l'inflation, afin de briser par un effet de choc la psychologie inflationniste". Un budget équilibré, des réductions d'impôts, à la fois une contraction de la masse monétaire et une baisse des taux d'intérêt malgré l'apparente incompatibilité de ces deux objectifs, la suppression d'Initiatives Canada et du programme d'Initiatives locales, le nettoyage de l'assurance-chômage, voilà pour les mesures officielles. Mais M. Maynard y ajoute la réglementation du crédit à la consommation, un double système de prix pour des matières de base et des contrôles visant les gros syndicats, les quasi monopoles et les spéculateurs. En

général, les électeurs l'écoutent attentivement, mais ils ne paraissent guère enthousiastes, surtout au sujet du gel des prix et des revenus.

De son côté, M. Sharp s'en prend vigoureusement au programme anti-inflationniste des conservateurs — "une fraude", accuse-t-il — et expose éloquentement la stratégie des libéraux en ce domaine. Il souligne que les problèmes qui prédominent une campagne électorale sont rarement ceux auxquels le gouvernement qui en est issu doit s'attaquer en priorité: "Voyez la campagne de 1972, on nous accusait alors d'avoir fait trop de cas de l'inflation", rappelle-t-il. En réponse aux questions des électeurs, il insistera sur la complexité de mettre fin aux abus de l'assurance-chômage sans frapper les "vrais chômeurs", reconnaît-il qu'il y a du gaspillage dans le secteur public mais qu'il est difficile de le supprimer sans réduire la qualité des services ou mettre en place une autre bureaucratie pour resserrer les contrôles. Ici et là, il croisera le fer avec un catholique de droite au sujet de l'avortement, clouera le bec à une vieille dame indignée qui croit dur comme fer qu'Ottawa s'est vendu aux "Frenchies" ou encore — dans les grandes maisons des beaux quartiers — redeviendra le ministre et diplomate en chef du gouvernement Trudeau pour expliquer le processus décisionnel du gouvernement ou réinsérer les difficultés économiques du Canada dans son contexte planétaire, histoire d'établir discrètement qu'il faut un leadership de première force — entendez, libéral — pour résoudre les affrontements qui s'annoncent entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement.

Qui emportera Eglinton, le 8 juillet? Bien brave celui qui le prédira. Naturellement, les deux candidats se disent en avance — légèrement — l'un sur l'autre; mais tous deux signalent que l'électorat est en pleine mutation partisane, que des conservateurs de naguère affirment leur intention de voter libéral, cette fois, tandis que les libéraux d'hier se rangent sous la bannière Stanfield. Et dans un comté aussi à l'aise, on prévoit que l'absentéisme des vacanciers, le jour du scrutin, réduira le nombre des votants, peut-être surtout au détriment du libéral Mitchell Sharp: "A moins que les sympathisants conservateurs, inquiétés par le gel des prix et peu inspirés par M. Stanfield, ne choisissent de partir en vacances plutôt que de voter libéral", espèrent les partisans de M. Sharp.

"C'est une drôle d'élection, où rien n'est ni blanc ni noir", observe Murray Maynard. "C'est une vraie bataille", rétorque Mitchell Sharp.

Dans les régions urbaines

Aujourd'hui, demain et vendredi: révision des listes des inscrits

Dernier appel pour l'inscription de son nom sur la liste électorale en vue de l'élection générale fédérale du 8 juillet prochain! En effet dans les centres urbains, tout Canadien qui a droit de vote et dont le nom

n'est pas inscrit sur la liste électorale préliminaire, celle qui est affichée à un poteau dans votre voisinage, doit se présenter aux séances de révision de cette liste les 19, 20 et 21 juin pour y faire porter son nom.

Normalement tout électeur inscrit sur cette liste préliminaire devrait avoir reçu dans le courrier la liste des électeurs admis à voter au bureau de scrutin qui lui est désigné. Si vous avez été recensé par les énumérateurs et n'avez pas reçu cette liste, cela peut signifier que votre nom a été omis de la liste par erreur. D'où l'importance de communiquer avec le bureau de révision de votre comté.

Les listes urbaines sont vérifiées par un agent réviser, habituellement un juge ou un représentant nommé par lui. Pour faire ajouter son nom à la liste ou faire apporter une correction, il faut communiquer avec le président d'élection de sa circonscription, dont le numéro de téléphone peut être communiqué par la téléphoniste de la Compagnie de téléphone ou encore consulter la liste préliminaire des électeurs qui mentionne l'heure et l'endroit des séances de révi-

sion. Pour les personnes qui peuvent difficilement se déplacer, il s'agit de communiquer avec le président d'élection de son comté et celui-ci déléguera chez ces personnes deux agents révisers.

Dans les circonscriptions rurales, celles qui comptent moins de 5,000 habitants, la procédure est différente. Chaque énumérateur revise sa liste préliminaire, à laquelle des modifications peuvent être apportées jusqu'au 19 juin. Contrairement aux électeurs non inscrits des circonscriptions urbaines, ceux des circonscriptions rurales peuvent voter s'ils sont identifiés par un électeur inscrit. On estime qu'à chaque élection générale, environ 98% du nombre des électeurs admissibles sont inscrits sur la liste officielle.

Comme l'élection doit avoir lieu en pleine période de vacances, on s'attend à ce qu'un plus grand nombre d'électeurs se rendent aux bureaux spéciaux, qui seront ouverts les 29 juin et 1er juillet. Ils sont à la disposition de tous ceux qui prévoient être absents de leur foyer le 8 juillet. Cependant les électeurs urbains perdent leur vote s'ils ne sont pas sur la liste officielle après le 21 juin.

Prud'homme souhaite que le bill 22 soit amendé

"On ne doit pas jouer avec des choses aussi importantes et aussi graves que la religion — voyez ce qui se passe en Irlande — et la langue", a déclaré le député libéral sortant du comté de Montréal Saint-Denis, M. Marcel Prud'homme alors qu'il exprimait la crainte que le bill 22 sur la langue ne fasse deux classes d'immigrants au Québec et trois sortes de Québécois.

M. Prud'homme qui sollicite un cinquième mandat comme député du parlement d'Ottawa,

a dit qu'il ne veut pas "que mon Montréal devienne comme l'Ile de Chypre et je ne veux pas vivre dans une province où il y aura des gens qui vont se considérer comme des citoyens de deuxième et de troisième classes".

Tout en reconnaissant qu'il ne possède pas de solution pour les problèmes linguistiques du Québec, il croit qu'il y a de bons moyens d'affirmer sa fierté sans pour cela enlever des droits à qui que ce soit.

13.5 millions d'inscrits

OTTAWA (d'après CP) — Le directeur général des élections annonce que 13.5 millions de Canadiens sont inscrits sur les listes électorales du 8 juillet. M. Jean-Marc Hamel a établi ce chiffre d'après les listes préliminaires d'inscrits publiées la semaine dernière et postées à tous les électeurs ces jours derniers.

On dénombre à ce jour 255,000 électeurs de plus qu'en octobre 1972. Si d'aventure tous les inscrits se prévalaient de leur droit, les moyens mis en oeuvre dans les 264 circonscriptions par le directeur général suffiraient tout juste à répondre aux besoins. M. Hamel a prévu un appareil de scrutin (bureaux, personnel, imprimés, bulletins, etc.) capable de recevoir 13.6 millions d'électeurs.

Au chapitre des candidatures, la direction générale des élections n'éprouve guère de difficulté cette année. En effet 1,209 personnes ont accompli les formalités d'usage pour briguer les suffrages, 92 de plus qu'en octobre 1972. Seuls les Libéraux et les Conservateurs ont désigné des candidats dans toutes les circonscriptions. Les néo-démocrates ont nommé 262 candidats (Gaspé et Kamouraska n'ont pas de candidats NPD), et les créditistes, 152.

C'est pas mêlant, il n'y a qu'un seul brandy blanc!

Vous buvez votre brandy blanc Mont Blanc "comme ça", "avec rien"...? Parfait! Il est si pur et vieilli avec tant de soin qu'il est bien à votre goût! Vous buvez votre brandy blanc Mont Blanc avec un jus, une autre boisson alcoolique, une eau gazeuse...? Parfait! Il est le seul brandy qui se mélange, le seul qui se marie si bien aux saveurs que vous aimez. C'est pas mêlant, le brandy blanc Mont Blanc... "avec rien" ou "avec quelque chose"! Parfait!



Et tout le monde le mélange!

Connaissez-vous le Biancola? C'est nouveau, délicieux et rafraichissant. Découvrez un autre excellent mélange, le Mont Blanc Stinger.

Biancola
1 1/4 oz de brandy blanc Mont Blanc
1 tranche de limette glaçons
3 à 5 oz de 7up (au goût)

Mont Blanc Stinger
1 1/4 oz de brandy blanc Mont Blanc
3/4 oz de crème de menthe blanche Leroux glaçons, zeste de citron.

Un produit Thomas Adams Distillers Ltd. ... Notre premier souci, c'est la qualité.

HAUTE COUTURE
JEUNE FILLE
DEMANDÉE
désirant
FAIRE CARRIÈRE
avec
COUTURIER
DE RENOM
Tél.: 388-5530

demain

Un circuit de Jim Cox vainc les Reds

McAnally n'accorde que deux 'cs'

CINCINNATI (AP) — La re-
currence de Jim Cox a commencé la 9e
manche avec son 2e circuit sous
la tente et Ernie McAnally a af-
fiché une performance de deux
coups sûrs hier soir alors que les
Expos de Montréal ont vaincu
les Reds de Cincinnati 2-1.

Cox a réussi son exploit aux
dépens de Clay Kirby, en diffi-
culté pendant tout le match, où
les Expos ont laissé neuf cou-
reurs sur les sentiers.

La défaite a empêché les
Reds de gagner du terrain sur
les Dodgers de Los Angeles, qui
ont subi un revers aux mains
des Pirates de Pittsburgh.

McAnally a commencé le
match avec une moyenne de
4,16 points mérités et sans avoir
vaincu les Reds depuis le 7 août
1971.

Il a retiré ses huit premiers ri-
vaux dans l'ordre avant de don-
ner un but sur balles à Kirby,

qui s'est rendu au 2e but à la
suite d'un lancer erratique
avant de compter grâce au dou-
ble de Pete Rose.

Dave Concepcion a ajouté un
simple à la 5e manche, puis
McAnally a retiré ses 14 der-
niers rivaux en ligne.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Les Expos ont ouvert le poin-
tage dès la 1ère manche lorsque
Kirby a accordé un but sur bal-
les à Mike Jorgenson, qui a
avancé au 2e sur un sacri-
ce avant de compter sur le si-
ple de Ken Singleton après deux re-
traits.

Montreal	100	000	001-2
Cincinnati	001	000	000-1
E-Morgan, DJ	1	LSB-McAnally	1
Cincinnati 2, 2B-Rose, CC-4, Cox 2-5-Lintz 2			
mi	cs	2	pm
McAnally 5-8-9	6	2	2
Wynn 7-5-4	2	0	0
LE-McAnally, D-2-10			
Assistance: 21,565			

LOS ANGELES (0)	PITTSBURGH (2)
Auerbach, 2b	Stennett, 2b
Mota, 1b	Clines, 2b
Lacy, 2b	Oliver, cc
Buckner, cc	Zisk, cc
Warshall, 1b	Fobrar, 1b
Wynn, cc	Seavall, 1b
Garvey, 1b	Bevacqua, 3b
Crawford, c	Mendoza, 3b
Cox, 3b	Giusti, 1b
Fernandez, r	Kison, 1b
Russell, ac	Prison, 1b
John, 1b	
Joshua, cc	
Totals	33 0 7 0

LOS ANGELES (0)	PITTSBURGH (2)
Los Angeles	000 000 000-0
Pittsburgh	010 000 01X-2
E-Cox, DJ-Los Angeles 1, Pittsburgh 1, LSB-	
Los Angeles 7, Pittsburgh 5, 2B-Rose, CC-4, Cox 2-5-Lintz 2	
W. Crawford, S-Stennett	
mi	cs
John P. 10-2	1
Marshall	1
Giusti G. 2-2	1
Kison	1
1 1/3	0
2 2/3	0
PS-Patterson 1, F.I. Giusti, D-2-9, A-15,054	

LOS ANGELES (0)	ST-LOUIS (3)
Bonds, cc	Brook, cc
Thomson, cc	Stenzel, 2b
Maddox, cc	Simmons, r
Onizver, 2b	Torre, 1b
Kingman, 1b	Malendez, cc
Spier, ac	Cruz, cc
Arnold, 3b	McBride, cc
Gonzalez, 1b	Hendrix, 3b
Pader, r	Feltz, 3b
Bryant, 1b	Tyson, ac
Fuentes, 2b	Foster, 1b
Totals	31 0 6 0

San Francisco (0)	ST-LOUIS (3)
San Francisco	000 000 000-0
St. Louis	000 000 000-0
E-A. Foster, Sosa, J-San Francisco 1, St. Louis 9	
2b-Torre, BV-Brock 7, S-A. Foster	
mi	cs
Bryant p. 2-8	6
Sosa	2
A. Foster g. 2-5	9
D-2-03	0
A-17,709	0

HOUSTON (1)	PHILADELPHIE (0)
Gross, cc	Cash, 2b
Metzger, ac	Bowa, ac
Cedeno, cc	Schmidt, 3b
Watson, cc	Rodriguez, 3b
Gallagher, cc	Andran, cc
L.May, 1b	Montanez, 1b
Edwards, r	Grubbs, cc
Menne, 3b	Boone, r
Helms, 2b	Schuler, 1b
Milborne, 2b	Taylor, 1b
Roberts, 1b	Lizy, 1b
Casprove, 1b	
Totals	32 1 5 1

HOUSTON (1)	PHILADELPHIE (0)
Gross, cc	Cash, 2b
Metzger, ac	Bowa, ac
Cedeno, cc	Schmidt, 3b
Watson, cc	Rodriguez, 3b
Gallagher, cc	Andran, cc
L.May, 1b	Montanez, 1b
Edwards, r	Grubbs, cc
Menne, 3b	Boone, r
Helms, 2b	Schuler, 1b
Milborne, 2b	Taylor, 1b
Roberts, 1b	Lizy, 1b
Casprove, 1b	
Totals	32 1 5 1

HOUSTON (1)	PHILADELPHIE (0)
Gross, cc	Cash, 2b
Metzger, ac	Bowa, ac
Cedeno, cc	Schmidt, 3b
Watson, cc	Rodriguez, 3b
Gallagher, cc	Andran, cc
L.May, 1b	Montanez, 1b
Edwards, r	Grubbs, cc
Menne, 3b	Boone, r
Helms, 2b	Schuler, 1b
Milborne, 2b	Taylor, 1b
Roberts, 1b	Lizy, 1b
Casprove, 1b	
Totals	32 1 5 1

HOUSTON (1)	PHILADELPHIE (0)
Gross, cc	Cash, 2b
Metzger, ac	Bowa, ac
Cedeno, cc	Schmidt, 3b
Watson, cc	Rodriguez, 3b
Gallagher, cc	Andran, cc
L.May, 1b	Montanez, 1b
Edwards, r	Grubbs, cc
Menne, 3b	Boone, r
Helms, 2b	Schuler, 1b
Milborne, 2b	Taylor, 1b
Roberts, 1b	Lizy, 1b
Casprove, 1b	
Totals	32 1 5 1

HOUSTON (1)	PHILADELPHIE (0)
Gross, cc	Cash, 2b
Metzger, ac	Bowa, ac
Cedeno, cc	Schmidt, 3b
Watson, cc	Rodriguez, 3b
Gallagher, cc	Andran, cc
L.May, 1b	Montanez, 1b
Edwards, r	Grubbs, cc
Menne, 3b	Boone, r
Helms, 2b	Schuler, 1b
Milborne, 2b	Taylor, 1b
Roberts, 1b	Lizy, 1b
Casprove, 1b	
Totals	32 1 5 1

HOUSTON (1)	PHILADELPHIE (0)
Gross, cc	Cash, 2b
Metzger, ac	Bowa, ac
Cedeno, cc	Schmidt, 3b
Watson, cc	Rodriguez, 3b
Gallagher, cc	Andran, cc
L.May, 1b	Montanez, 1b
Edwards, r	Grubbs, cc
Menne, 3b	Boone, r
Helms, 2b	Schuler, 1b
Milborne, 2b	Taylor, 1b
Roberts, 1b	Lizy, 1b
Casprove, 1b	
Totals	32 1 5 1

HOUSTON (1)	PHILADELPHIE (0)
Gross, cc	Cash, 2b
Metzger, ac	Bowa, ac
Cedeno, cc	Schmidt, 3b
Watson, cc	Rodriguez, 3b
Gallagher, cc	Andran, cc
L.May, 1b	Montanez, 1b
Edwards, r	Grubbs, cc
Menne, 3b	Boone, r
Helms, 2b	Schuler, 1b
Milborne, 2b	Taylor, 1b
Roberts, 1b	Lizy, 1b
Casprove, 1b	
Totals	32 1 5 1

HOUSTON (1)	PHILADELPHIE (0)
Gross, cc	Cash, 2b
Metzger, ac	Bowa, ac
Cedeno, cc	Schmidt, 3b
Watson, cc	Rodriguez, 3b
Gallagher, cc	Andran, cc
L.May, 1b	Montanez, 1b
Edwards, r	Grubbs, cc
Menne, 3b	Boone, r
Helms, 2b	Schuler, 1b
Milborne, 2b	Taylor, 1b
Roberts, 1b	Lizy, 1b
Casprove, 1b	
Totals	32 1 5 1

HOUSTON (1)	PHILADELPHIE (0)
Gross, cc	Cash, 2b
Metzger, ac	Bowa, ac
Cedeno, cc	Schmidt, 3b
Watson, cc	Rodriguez, 3b
Gallagher, cc	Andran, cc
L.May, 1b	Montanez, 1b
Edwards, r	Grubbs, cc
Menne, 3b	Boone, r
Helms, 2b	Schuler, 1b
Milborne, 2b	Taylor, 1b
Roberts, 1b	Lizy, 1b
Casprove, 1b	
Totals	32 1 5 1

HOUSTON (1)	PHILADELPHIE (0)
Gross, cc	Cash, 2b
Metzger, ac	Bowa, ac
Cedeno, cc	Schmidt, 3b
Watson, cc	Rodriguez, 3b
Gallagher, cc	Andran, cc
L.May, 1b	Montanez, 1b
Edwards, r	Grubbs, cc
Menne, 3b	Boone, r
Helms, 2b	Schuler, 1b
Milborne, 2b	Taylor, 1b
Roberts, 1b	Lizy, 1b
Casprove, 1b	
Totals	32 1 5 1

HOUSTON (1)	PHILADELPHIE (0)
Gross, cc	Cash, 2b
Metzger, ac	Bowa, ac
Cedeno, cc	Schmidt, 3b

EATON

*Décor-personnalité
par le Studio
de décoration intérieure Eaton*

Venez en discuter avec un décorateur-conseil, membre de la Société des décorateurs-ensembliers du Québec, au Studio de décoration intérieure Eaton. L'avantage de vous en remettre à un décorateur-conseil Eaton est qu'il a un choix remarquable de pièces d'ameublement, de tissus, tapis et objets d'art mis à la disposition des décorateurs. Il fera de vos rêves des réalités dans la mesure de vos moyens.

Les décorateurs-conseil Eaton sont au service des jeunes mariés, petites et grandes familles, hommes d'affaires surmenés, que ce soit pour votre premier foyer, un appartement, une nouvelle maison ou un intérieur à redécorer.

Prenez rendez-vous en composant 842-9331, poste 771 pour une consultation à domicile ou une visite à notre studio au sixième étage chez Eaton.